

17 juillet 1793 : « Metz a bien mérité de la patrie »

par Pierre BRASME

Mercredi 17 juillet 1793. Il est aux alentours de 8 heures. En ce début de matinée, le public des grands jours se presse aux abords de la salle de l'Égalité du Palais de Justice, siège du Tribunal révolutionnaire¹. On n'y juge pas n'importe qui aujourd'hui : on y juge Charlotte Corday. Le président du tribunal, Jacques Montané, un obscur avocat toulousain, assisté des trois juges Foucault, Roussillon et Ardouin, ordonne d'introduire l'accusée, que l'on vient de faire monter de sa cellule de la Conciergerie². Cette accusée est une femme jeune, qui n'a pas encore 25 ans (elle est plus jeune que Saint-Just et Tallien, les deux célèbres benjamins de la Convention !), une femme qui ose les regarder droit dans les yeux, fière de son crime. Ce procès ne sera qu'une formalité, car il est déjà fait. Ils savent, ces juges, et elle sait bien, cette accusée, que le soir même, au plus tard le lendemain, le couperet de la guillotine tombera sur elle ; en tout cas, le maître des lieux, le sinistre Fouquier-Tinville, accusateur public féroce et zélé, fera tout pour que la « Veuve » – c'est l'un des surnoms de la guillotine³ – dressée sur la place de la Révolution, fasse son sanglant office. Car cette femme a commis le crime qu'il ne fallait pas, le crime absolu : venue de Caen, ville devenue maudite parce que cœur de la révolte girondine et fédéraliste, elle a odieusement assassiné, quatre jours plus tôt, *l'Ami du Peuple*, Marat, symbole intouchable bien que détesté de beaucoup au point que

1 Le Tribunal révolutionnaire, créé le 10 mars 1793, occupait quatre salles du Palais : deux réservées à l'instruction des procès, deux aux audiences : la salle dite de la Liberté (autrefois Grand'chambre du Parlement de Paris), et la salle dite de l'Égalité (où seront notamment jugés Danton et ses amis en avril 1794).

2 Jacques Montané sera destitué de ses fonctions, à la demande de Fouquier-Tinville, pour avoir, selon celui-ci, tenté de protéger Charlotte Corday. Il sera remplacé par Herman, créature de Robespierre.

3 Pendant la Révolution française, la guillotine est surnommée le *Rasoir national*, la *Cravate à Capet*, l'*Abbaye de Monte-à-Regret*, le *Vasistas*, la *Veuve* et la *Raccourcisseuse patriotique*. Au XIX^e siècle, on la surnommait la *Lucarne*, et au XX^e siècle le *Massicot* ou la *Bécane* (ces deux derniers termes étant employés par les bourreaux), ou encore les *Bois de Justice*, terme plus officiel. Le terme de *Bascule à Charlot* a été également utilisé en référence au premier exécuteur à l'avoir employée (Charles Sanson), celui de *Veuve à Deibler* fait référence à la lignée de bourreaux qui succéda aux Sanson, les Deibler père et fils. L'écrivain Céline surnommait la guillotine « le prix Goncourt des assassins ».

17 juillet 1793 : « Metz a bien mérité de la patrie »

plus d'un, passé le moment d'indignation, dut se mordre les lèvres pour ne pas clamer trop fort son soulagement. Charlotte Corday, puisque c'est d'elle dont il s'agit, comparaît devant ses juges dans la matinée de ce 17 juillet ; vers treize heures tombe le verdict : la mort. En fin d'après-midi, revêtue de la chemise rouge des parricides – les députés étaient en effet considérés comme les *pères de la patrie* – elle est décapitée. Sa tête montrée au peuple et souffletée par un aide, au point, dira-t-on, qu'elle en rougit, hantera longtemps le souvenir des sans-culottes et des tricoteuses venus assister au spectacle. Les exécutions capitales sont encore alors peu nombreuses : sur 66 jugements criminels prononcés par le Tribunal au mois de juillet 1793, 14 condamnations à mort « seulement » sont exécutées... il n'en sera pas évidemment de même sous la Terreur !

Or, au moment où Charlotte Corday se prépare à gravir les marches de l'échafaud, la Convention, qui tient séance depuis le milieu de la matinée sous la présidence de Jeanbon Saint-André, décrète, sur la proposition épistolaire des députés Maignet et Maribon Montaut, commissaires à l'armée de la Moselle, proposition appuyée à la tribune par le député de la Meurthe Antoine Louis Levasseur, que « *les citoyens de la ville de Metz ont bien mérité de la patrie* ». Une telle distinction n'est pas chose courante, et les villes ainsi honorées par la République ne sont pas légion : nous citerons Marseille, Paris et Lille à l'automne 1792, Thionville et sa garnison le 4 décembre, Tulle et Carcassonne en avril 1793, Clermont-Ferrand en juin, et une fournée plus importante en juillet, avec Arras, Mazamet, Aurillac, et bien sûr Metz. Si la patrie sait reconnaître les siens, elle sait aussi désigner ses traîtres : au cours de la même séance du 17 juillet, la Convention déclarera traître à la patrie Pascal Paoli, qui en Corse s'est dressé contre la République avec la complicité de l'Angleterre.

Mais revenons au décret qui nous intéresse. Noyé dans un ordre du jour serré et dans une masse impressionnante de décisions, il passe quasiment inaperçu, comme tant d'autres. Non loin de la *machine à condamner* qu'est le Tribunal révolutionnaire, et non loin de la *machine à décapiter* qu'est la guillotine, la Convention est en effet une *machine à décréter* (nous n'irons pas jusqu'à dire que c'est parce qu'elle siège depuis le 10 mai dans la salle des *Machines* du palais des Tuileries, mais tout de même...). Pourtant, le décret en question me semble intéressant à décrypter, car il permet d'ouvrir une petite lucarne sur l'histoire messine en 1793, et nous offre au passage un bel exemple d'une fête républicaine à Metz. Mais il nous paraît auparavant indispensable de nous plonger rapidement dans le contexte de ce cinquième été révolutionnaire, et de nous transporter au sein de la représentation nationale en ce 17 juillet 1793.

La veille, la séance de la Convention a été levée plus tôt qu'à l'accoutumée, vers 15h30, afin de permettre à l'assemblée d'assister en corps à l'hommage rendu à Marat, en l'église des ci-devant Cordeliers (Robespierre a refusé qu'on le fasse au Panthéon – ce sera pour plus tard) par une cérémonie funèbre et nocturne qui va durer jusqu'à deux heures du matin. La nuit sera donc courte pour nombre de Conventionnels, car le lendemain 17, une longue séance, c'est leur lot

17 juillet 1793 : « Metz a bien mérité de la patrie »

quotidien, les attend. Lorsqu'ils se présentent peu avant dix heures à l'entrée de la salle des séances, sur laquelle plane encore l'ombre et résonne encore la voix menaçante du martyr du peuple, sans doute sont-ils nombreux à commenter sa pompe funèbre de la veille et le procès de sa meurtrière qui vient de commencer au Tribunal. D'ailleurs, le cours de la Révolution est tel que tout en ce moment est à commenter, et rien de plus normal pour des représentants du peuple : le vote qui a lieu depuis quelques jours dans toute la République pour approuver la Constitution du 24 juin (cette fameuse Constitution de l'An I que l'on n'appliquera jamais), les attaques de Robespierre contre Jacques Roux, le « curé rouge », chef des Enragés, qui tente déjà de récupérer l'héritage de Marat, la prise de Condé-sur-Escaut par les Autrichiens le 10 juillet, la destitution de Custine de son commandement de l'armée du Rhin par le Comité de salut public (il sera guillotiné le 29 août), et le début de la révolte de Toulon contre la Convention. L'élimination des Girondins, lors des journées du 31 mai et du 2 juin, vient de donner un coup de barre à gauche à la Convention, désormais dominée par la Montagne, mais la République est encore mal assurée et sur la défensive ; la coalition continue à marquer des points, les frontières craquent, la Vendée est en feu, et la révolte fédéraliste menace l'unité de la jeune République. Chacun sait, en ce 17 juillet 1793, que les luttes à venir seront féroces. Celle qui va opposer Danton à Robespierre est d'ailleurs en marche, puisque, le 10, le premier n'a pas été réélu au Comité de salut public, et que, le 27, le second y entrera pour n'en sortir que le 9 thermidor dans les circonstances et les conditions que l'on sait.

Pénétrons donc maintenant avec les élus du peuple dans la salle des séances de la Convention. Rien à voir avec nos hémicycles parlementaires feutrés. La salle est immense, sombre, et surtout bruyante, du fait notamment du brouhaha et des manifestations fréquentes, sur une échelle allant du murmure aux vociférations, qui viennent des tribunes non encore policées ; une salle que le défilé fréquent des pétitionnaires transforme parfois en bruyante agora. Le président, Jeanbon Saint André, par ailleurs membre du Comité de salut public, s'installe à 10 heures dans le fauteuil auquel ses collègues l'ont élu une semaine plus tôt, et qu'il cédera à Danton une semaine plus tard, fonction qui lui a valu d'annoncer à la Convention la mort de Marat. Difficile de savoir combien de députés sont présents ; une vingtaine de ténors girondins, éliminés le 2 juin, sont en prison, en fuite ou se terrent ; une bonne centaine sont en mission aux armées, dans les départements ou les villes (c'est le cas de Fouché, de Robert Lindet, de Carrier, de Philippeaux, de Tallien, des deux Merlin, de Thionville et de Douai). Il y a aussi des absents, pour différents motifs, malades, en congé ou sans raison. La Convention comptant 765 membres, tablons tout de même prudemment sur une fourchette de 550 à 600 présents, ce qui suffit déjà à ridiculiser nos assemblées fantômes d'aujourd'hui. Interviendront durant la séance des hommes connus : Chabot, Prieur de la Marne, Thuriot, Barère, Hérault de Séchelles (le rédacteur de la Constitution), Billaud-Varenne, Legendre, Delacroix. Mais, durant cette séance, point de grand discours, point de joute comme en ont réservés les grandes journées du procès de Louis XVI en janvier, de l'arrestation avortée de Marat en avril ou de la proscription des Girondins les 31 mai et 2 juin. Une séance « normale » en somme.

17 juillet 1793 : « Metz a bien mérité de la patrie »

Avant que ne soit décrétée la mention de mérite patriotique à l'égard des citoyens de Metz, qu'y a-t-on dit, qu'y a-t-on décidé ? C'est d'abord, rituel préliminaire de toutes les séances, la longue litanie des lettres, adresses, pétitions, lues par l'un des trois secrétaires de séance, aujourd'hui Thomas Lindet (le frère de Robert, cité plus haut) : outre l'annonce des adhésions de communes, de départements ou de sociétés populaires, voire de bataillons de volontaires, à la nouvelle Constitution, des lettres envoyées par les représentants en mission : ainsi celle de Fouché annonçant le succès de sa mission dans l'Aube, ou celle de Philippeaux faisant part de l'échec de l'insurrection fédéraliste en Gironde. La Convention vote ensuite, sur le rapport de membres du Comité de salut public ou des comités de gouvernement, plusieurs décrets révolutionnaires qui montrent bien que la Convention mène la lutte pour la survie de la République : ainsi, la création d'une manufacture d'armes à Clermont-Ferrand, mais aussi la mise hors la loi de Paoli et des membres du conseil général de la Corse, l'arrestation du député Jacques Defermon, proche des Girondins, et, fait rarissime, la destruction de la maison de Buzot, l'un des chefs de ces derniers, à Évreux. Je rappellerai enfin que, ce 17 juillet, la Convention décrète la suppression définitive et sans indemnité de ce qui subsistait encore des droits féodaux, ordonnant en même temps que les titres en seraient brûlés.

Voilà pour l'ambiance, voilà pour le décor, voilà pour le contexte de cette séance. Et c'est au cours de ces débats que notre cité reçoit les hommages de la Convention, sous la forme d'un décret ainsi libellé : « *La Convention nationale, après avoir entendu la lecture de deux lettres de ses commissaires à l'armée de la Moselle, datées de Metz le 13 juillet, et le discours prononcé par Levasseur, député de la Meurthe, décrète que les citoyens de la ville de Metz ont bien mérité de la patrie.* »

Les deux lettres ont été écrites à Metz par les quatre représentants du peuple auprès de l'armée de la Moselle : la première par Maignet (député du Puy-de-Dôme) et Maribon-Montaut (député du Gers), la seconde par Gentil (député du Mont-Blanc) et Soubrany (député du Puy-de-Dôme). Elles évoquent la proclamation, le 12 juillet, de l'Acte constitutionnel voté le 24 juin, à Metz pour la première, au camp de l'armée de la Moselle à Forbach pour la seconde. C'est la première qui nous intéresse au premier chef. Maignet et Maribon-Montaut relatent d'abord la grande fête républicaine organisée pour la lecture du projet de constitution devant les citoyens messins réunis, avant qu'il ne soit, comme l'a demandé le décret du 27 juin, soumis au vote des assemblées primaires. Voici les principaux extraits de cette relation, dont le ton est tout à fait dans la ligne des accents républicains et patriotiques de ces temps qui pourtant n'ont rien de lyrique : «... Depuis longtemps, les Messins soupiraient pour le moment où il (*le texte constitutionnel*) arriverait au milieu d'eux. Plusieurs fois ils nous avaient fait part de leur vive impatience, ils avaient cherché à la calmer... en discutant le pacte social dans le sein de la Société populaire ; enfin leurs vœux ont été remplis le 11 de ce mois, la proclamation en a été fixée au lendemain. Hier à cinq heures du soir les autorités constituées ont été assemblées, nous étions au milieu

17 juillet 1793 : « Metz a bien mérité de la patrie »

d'elles, le peuple s'y est joint à l'instant ; confondus tous ensemble dans ce jour où le règne de la vraie égalité allait être proclamé, nous avons parcouru la ville de Metz en chantant l'hymne de la liberté ; la musique répétait l'air chéri et nous ne cessions nos chants d'allégresse que dans les moments consacrés à la lecture du projet de pacte d'alliance. Le cortège s'est rendu au Champ de Mars, où toute la garnison ainsi que la garde nationale nous attendaient... Nous avons parcouru tous les rangs, l'acte a été proclamé ; alors, par un mouvement spontané... les armes ont été déposées, l'on s'est jeté dans les bras les uns des autres, tout est devenu un peuple de frères, se félicitant mutuellement du bienfait qui leur était offert. L'on n'a plus entendu que les cris de Vive la République ! Vive la Montagne ! Partout l'on ne voyait que danses, que farandoles : c'était à qui témoignerait plus de satisfaction de voir enfin consolider notre véritable régénération... En quittant le Champ de Mars, l'on s'est rendu à la Société populaire : il était bien juste que dans ce jour consacré à l'égalité, l'on visitât son temple... Nous en sommes sortis pour aller danser autour de l'arbre de la liberté et accompagner la bannière du département, devenue le gage de la fraternité, et une branche du faisceau qui va lier la République une et indivisible. »

Marquons un temps d'arrêt dans la lecture de la lettre. La réjouissance républicaine qui a lieu à Metz le 12 juillet, bel exemple de fête cortège et déambulatoire à travers la ville, conduit donc les citoyens, autorités en tête, en une joyeuse procession⁴. Par la rue des Clercs (future rue Marat), la place de la Loi (place d'Armes), la place de la Liberté (place Saint-Louis) et la place de l'Égalité (place de la Comédie, où sera dressée la guillotine), elle les mène jusqu'au Champ de Mars, sur le polygone de l'île Chambière, où a lieu, dans un grand élan de fraternité et de réjouissance populaire ponctué de danses et de chants de circonstance (le chant des Marseillais et le *Ça ira*) la proclamation solennelle du texte constitutionnel, en présence de la Garde nationale et de la garnison. Au retour, et avant une dernière réjouissance autour de l'arbre de la liberté, planté en mai 1790 sur la place d'Armes, le cortège fait halte au lieu hautement symbolique du pouvoir local révolutionnaire (et d'ailleurs plus que symbolique, parce que la réalité du pouvoir municipal voire départemental est là) : la Société populaire de Metz.

Celle-ci a fait l'objet d'une étude très intéressante de Léon Bultingaire parue en 1906 sous le titre *Le Club des Jacobins de Metz*. Fondée en 1790 sous le nom de *Société des Amis de la Constitution*, devenue ensuite *Société de la Liberté et de l'Égalité*, elle siège alors, après être passée aux Récollets, à l'abbaye de Saint-Louis et à l'église Sainte-Croix, dans l'ancienne l'église des Jésuites de l'Assomption de la rue de la Chèvre... cette église où, ironie de l'Histoire,

4 On a dénombré à Metz, entre 1789 et 1799, 131 manifestations festives publiques, dont 33 sous la Convention (8 en 1793 et 18 en 1794), et 80 sous le Directoire, avec une inflation galopante en 1798 (23 fêtes) et 1799 (33). Voir : DELALEUX (Ph.), *Les fêtes de la Révolution à Metz, 1789-An VIII (1799)*, Mémoire de maîtrise, Metz, septembre 1985, 218 pages.

17 juillet 1793 : « Metz a bien mérité de la patrie »

Louis XV avait reçu en 1744 le surnom de *Bien Aimé*, et qui deviendra l'église Notre-Dame. C'est un des membres les plus influents de la Société populaire et du Comité de surveillance, Pierre-Georges Gaspard, qui exerce alors, depuis le 14 mars, la fonction de maire de Metz, jusqu'à l'élection de Nicolas Barthélémy le 10 novembre. Clôturent la fête du 12 juillet, Gaspard déclare devant les autorités et les citoyens rassemblés à la Société populaire : « Citoyens, comment pouvons-nous mieux terminer la solennité qui nous rassemble qu'en venant au sein de cette société où les principes contenus dans l'acte constitutionnel ont été sans cesse proférés, de cette société qui a tout fait pour la liberté et qui trouve sa récompense dans l'affermissement du gouvernement républicain ? »

Des paroles sans aucun doute hautement appréciées des deux représentants de la Convention, qui vont avoir le jour-même la concrétisation de l'attachement des Messins à la République et à la patrie. En effet, la veille, la Garde nationale de la ville a fait don à l'armée de la Moselle de 6 pièces d'artillerie et, si besoin était, de 6 canonniers volontaires pour les servir⁵. Les termes même de la délibération témoignent du patriotisme des Messins : « L'état-major de la garde nationale sédentaire de Metz, instruit que pour repousser avec promptitude les tyrans coalisés contre la République et seconder les vues secrètes de nos généraux, 6 pièces de campagne étaient nécessaires pour consolider notre liberté, a arrêté à l'unanimité (qu'elles) seraient offertes aux représentants du peuple près l'armée de Moselle, avec invitation, dans le cas où ceux-ci les accepteraient, de vouloir bien les remplacer le plus promptement possible par celles qui sont ou seront fabriquées soit à Strasbourg, soit à Paris, et provisoirement par des pièces de 8 qui se trouvent dans l'arsenal, lesquelles seront remises aussitôt l'arrivée de celles nouvellement fabriquées. » Cette initiative est d'autant plus appréciée par nos deux Conventionnels qu'elle s'inscrit dans une mobilisation nationale tous azimuts (à la fois morale, financière, économique et militaire) pour permettre aux armées de la République de contenir l'invasion ennemie : d'ailleurs l'article 121 du projet de Constitution ne déclare-t-il pas : « Le peuple français ne fait point la paix avec un ennemi qui occupe son territoire » ? Or, depuis le printemps 1792, les Messins vivent en direct et à proximité la « patrie en danger » Le danger est surtout sur la frontière du Rhin, où les Prussiens investissent Mayence depuis le mois d'avril, et la ville, défendue par Kléber et Merlin de Thionville, capitulera le 23 juillet. L'heure est donc au sursaut, et les Messins, pour leur part, y apportent leur contribution. Et c'est la raison pour laquelle, le 13 juillet, les deux représentants écrivent à la Convention une lettre qui s'achève ainsi : « Citoyens nos collègues, cet acte de dévouement mérite d'autant plus de fixer vos regards qu'il est plus volontaire, nous demandons, citoyens, que vous donniez à ce bon peuple une preuve de la bienveillance nationale ; décrétez que cette ville a bien mérité de la patrie : vous acquitterez une vieille dette. »

⁵ La Garde nationale de Metz rassemble 5071 hommes, répartis en 6 bataillons (plus 2 compagnies de canonniers de siège, soit 148 hommes).

17 juillet 1793 : « Metz a bien mérité de la patrie »

Le lendemain, 14 juillet, conformément au décret du 27 juin, les électeurs des cinq sections de la ville de Metz sont convoqués en assemblées primaires afin d'approuver la nouvelle constitution, soit 4 556 citoyens⁶. Le texte est adopté à l'unanimité, et dans l'enthousiasme : ainsi, note le procès-verbal de la 3^e section, dite du Centre, où sont réunies 806 personnes, « par un mouvement spontané tous les citoyens se sont embrassés, l'accolade fraternelle a été donnée par le président, et la séance a été terminée par l'hymne marseillaise (sic). » Dans une lettre adressée au président de la Convention, le procureur syndic du district de Metz, Jean-Baptiste Pécheur, écrira le 23 juillet : « La Constitution qui assure les droits sublimes de l'homme, notre bonheur, l'égalité, la liberté, la sûreté des personnes, le respect aux propriétés, l'unité, l'indivisibilité de la République, a été présentée à toutes les sections... Le peuple l'a acceptée partout avec enthousiasme et reconnaissance ; les bases en sont inébranlables ; elles anéantissent les projets des despotes ; toutes les divisions doivent disparaître à son aspect, et l'union la plus parfaite doit régner à jamais. Nous la soutiendrons, cette sainte Constitution, au péril de notre vie ; c'est le vœu unanime et solennel de nos administrés ; c'est celui des administrateurs. »

Quelques mots maintenant sur la seconde lettre, dont lecture est faite à la Convention ce 17 juillet : elle est signée des deux autres représentants à l'armée de la Moselle, Pierre Amable Soubrany et François Gentil (qui remplace depuis un mois le député de la Meurthe Levasseur, que nous allons retrouver plus loin). Tandis que leurs collègues restent à Metz, ils partent le 12 pour le camp de Forbach, où ils rejoignent le général Houchard (né, je le rappelle, dans cette ville en 1738), qui, bien que nommé commandant en chef de l'armée du Rhin le 13 juin en remplacement de Beauharnais, conserve le commandement de l'armée de la Moselle, avant d'être placé au mois d'août à la tête des armées du Nord et des Ardennes (rappelons qu'avec Beauharnais et Custine, il fait partie de ces généraux qui finiront sous la guillotine !). Houchard, qui campe à Forbach depuis le 22 avril avec ses 14 000 hommes, a rassemblé son armée pour la proclamation de l'Acte constitutionnel, qui donne lieu à une imposante cérémonie à la fois militaire et festive, à laquelle assistent nos deux représentants. Je n'entrerai pas dans le détail, mais je citerai simplement deux extraits de leur compte-rendu à la Convention : « Tout attestait que s'il fallait aux despotes des années pour former des automates, il ne faut au génie de la liberté qu'un instant pour créer de bons guerriers » (allusion à la « petite guerre », c'est-à-dire la manœuvre qui a suivi la cérémonie), et plus loin : « Nous avons vu ces militaires, dont les armes victorieuses défendaient nos frontières, pendant que vos travaux assuraient leur bonheur, prêts à mourir pour maintenir votre ouvrage, qui va devenir le leur par l'acceptation libre du peuple français. »

⁶ Les cinq sections, qui remplacent les paroisses, sont : Outre-Moselle (Saint-Vincent), Moselle (Sainte-Ségolène), Centre (cathédrale), Seille (Saint-Martin) et Outre-Seille (Saint-Maximin).

17 juillet 1793 : « Metz a bien mérité de la patrie »

Revenons à la séance de la Convention. La lecture des deux lettres achevée, intervient le député de la Meurthe Antoine Louis Levasseur, qui a été représentant à l'armée de la Moselle entre le mois de mars et le mois de juin, date de son remplacement par son collègue François Gentil. Né à Sarrebourg en 1746, ancien membre de l'administration provinciale des Trois-Évêchés, il a été en 1790 procureur syndic de Toul, puis député à la Législative ; réélu à la Convention, où il a voté la mort de Louis XVI, il sera secrétaire de la Convention après le 9 thermidor et siégera quelque temps au Comité de sûreté générale. C'est quelqu'un qui connaît bien Metz et les Messins, qui n'a aucun doute sur leur attachement et leur dévouement à la République, et qui, comme ses anciens collègues, a reçu le soutien de la Société populaire de Metz, qui avait demandé leur maintien. Il n'a donc aucune peine à appuyer leur demande : « Pendant quatre mois, déclare-t-il, j'ai été le témoin du zèle infatigable, du dévouement absolu du peuple messin à la cause de la liberté, de son aversion profonde pour les perfides et criminels meneurs du côté droit (*les Girondins*), de son horreur pour le fédéralisme, pour toute coalition départementale, de son attachement invariable aux principes de la Montagne, et de son estime, de son amitié sincère pour ses frères de Paris. Dons patriotiques de toute espèce, excédent considérable de contingents de volontaires nationaux, sacrifices de tous genres sans cesse renouvelés et toujours croissants, c'est ainsi que, sans se ralentir un seul instant, les citoyens de Metz ont marqué toutes les époques de la Révolution, sans avoir jamais songé à s'en faire un mérite près de la Convention nationale... Aujourd'hui, citoyens, (le peuple messin) donne à la République l'exemple d'une grande et rare vertu, vertu sans laquelle il n'est point de République, vertu qu'il faut propager ; je veux dire l'oubli et l'abnégation de soi-même pour concourir à la défense générale. Les bataillons de la garde nationale cèdent leurs canons par un mouvement spontané ; ils sont encore rares, ces actes qui annoncent le déclin de l'égoïsme ; hâtez-vous de les encourager. Ne craignez pas ici de dégrader, en la multipliant, la plus belle récompense d'un peuple libre, lorsqu'il déclare que des citoyens ont bien mérité de la patrie. Heureuse la République, lorsque souvent, et à un aussi juste prix, vous serez contraints d'accorder ce prix. J'appuie la proposition qui vous est faite par les représentants du peuple à l'armée de la Moselle, de décréter que les citoyens de la ville de Metz ont bien mérité de la patrie. Je demande en outre qu'il soit ordonné au ministre de la Guerre (*qui n'est autre, depuis le 4 avril, que le Messin Jean-Baptiste Noël Bouchotte*) de remplacer, le plus promptement possible, les six pièces de canon cédées par la garde nationale pour le service de l'armée de la Moselle. »

Si l'on s'en tient au compte rendu de la séance, il n'y a pas débat sur la proposition, et c'est sans plus de procès que la Convention adopte le décret. Quant au remplacement des canons, on ignore s'il a été réellement effectué, rien ne l'indique en tout cas dans les rapports du ministère de la Guerre, ni dans les débats ultérieurs de la Convention concernant l'armée de la Moselle, ni dans les nombreux documents recensés par René Paquet dans la célèbre *Bibliographie analytique de l'Histoire de Metz pendant la Révolution*, un ouvrage qui fait autorité en la matière.

17 juillet 1793 : « Metz a bien mérité de la patrie »

Un mois plus tard, le 26 août, Levasseur prendra à nouveau la parole à la Convention, cette fois pour prononcer l'éloge funèbre d'un homme qui fut cher au cœur des Messins et qui restera, avec Roederer, comme l'un des grands noms de la Révolution à Metz, François Paul Nicolas Anthoine, maire de la cité du 29 juillet au 5 septembre 1792, date de son élection à la Convention, et député jusqu'à sa mort prématurée le 19 août 1793. Collègue de Levasseur dans sa mission dans les départements de la Moselle et de la Meurthe, épuisé par une maladie de poitrine, Anthoine trouve encore la force, le 27 juin, d'adresser une lettre à la Convention pour approuver le projet de Constitution : « Je l'ai trouvée digne des Français et de vous, déclare-t-il, et j'y adhère avec empressement comme député et comme citoyen. » Apprendre que ses concitoyens ont unanimement adopté l'Acte constitutionnel, et que ses collègues, le 17 juillet, ont décrété que Metz et les Messins avaient bien mérité de la patrie aura sans doute été son ultime bonheur et sa dernière fierté. Il a juste le temps de rendre la pareille à la République, en l'instituant comme sa légataire universelle. Le 26 août, après avoir entendu son éloge funèbre prononcé par Levasseur (et non par son collègue de Thionville Didier Thirion, comme l'affirme Thibaud de La Corbière dans son ouvrage sur les maires de Metz⁷), la Convention décrète « sa mémoire chère à tous les Français ».

Il y aurait à dire beaucoup d'autres choses sur Metz en 1793, et d'une manière générale sur Metz durant la Révolution. Nous avons voulu, à travers ces lignes, montrer un aspect du visage de Metz à la mi-juillet 1793, c'est-à-dire à un moment clé de la Révolution qui est celui de la prise en main de la République par les Montagnards, par le relais notamment des représentants du peuple et des sociétés populaires, relais qui à partir de septembre va tourner à plein régime avec l'institution de la Terreur.

Pour terminer, nous rappellerons ces paroles d'Anthoine prononcées à Paris au club des Jacobins le 23 décembre 1791 et le lendemain à l'Assemblée Législative (où il est admis pour présenter une adresse), paroles dans lesquelles il défend le patriotisme et la fidélité des habitants de Metz, soupçonnés de vouloir livrer la ville aux émigrés et aux royalistes : « La ville de Metz, jadis république, a connu la liberté avant vous... Aucune place de l'Empire ne peut s'enorgueillir d'avoir vu briller dans son sein plus de patriotisme... Ses citoyens... jurent qu'ils s'enseveliront sous les débris de leurs murailles, plutôt que d'ouvrir jamais leurs portes au despotisme. Nous sommes les premières sentinelles de la patrie, et ce ne sera que sur nos cadavres que nos ennemis marcheront. »

Sans doute voulait-il dire que, déjà, Metz avait bien mérité de la patrie et de la Révolution !

7 *Les Maires de Metz*, Éditions Serpenoise, Metz, 1995, 224 pages, page 28.

